

APPEL À LA MOBILITÉ : #NousSommesLEurope

Pour répondre au programme de Donald Trump et au projet impérialiste de Vladimir Poutine, il ne suffit plus de tirer la sonnette d'alarme d'une Europe somnambule. C'est en fait tout l'ordre international qui souffre de limites et de failles de plus en plus insupportables.

Il faut appeler sur toutes les places de l'Europe ceux qui partagent la valeur ajoutée du processus d'intégration européenne, comme le monde de l'école, de la recherche et de l'université ; le monde associatif ; les collectivités territoriales ; la culture et l'art ; le monde agricole attentif à la valeur des ressources naturelles ; le monde du droit ; la citoyenneté active ; les travailleurs protégés par les interventions européennes dans la dimension sociale ; le monde de la production garanti par les règles du marché ; les petites et moyennes entreprises, l'artisanat et l'économie sociale ; les territoires défendus contre les effets du changement climatique.

Il est nécessaire d'appeler sur toutes les places de l'Europe ceux qui subissent les conséquences néfastes des coûts de la non-Europe, en leur disant avec force qu'il y a des biens publics qui ne peuvent être garantis que par une Union européenne plus unie, plus démocratique et plus solidaire, et donc avec un gouvernement européen responsable devant le Parlement européen ; par l'élimination du droit de veto ; par une politique étrangère, de sécurité et de défense commune au service de la paix et du multilatéralisme ; par le progrès social ; et par un budget fédéral doté de véritables ressources propres qui prendra en charge les biens publics européens dédiés à la solidarité et non à la production d'armements.

Ces biens concernent notamment

- La promotion de la santé et le libre accès à la connaissance,
- La protection des travailleurs et des travailleuses favorisés par un engagement solennel en faveur d'un travail de qualité, avec un statut européen du travail et la pleine mise en œuvre de la Charte européenne des droits fondamentaux, pour lesquels l'absence de politique industrielle commune n'a pas assuré une compétitivité suffisante dans la mondialisation,
- la protection des populations des zones internes pour lesquelles la politique de cohésion est encore insuffisante,
- Le soutien aux agriculteurs, aux entrepreneurs et aux citoyens victimes des inondations et de la déforestation en raison des retards dans la convergence écologique de la société, dans la décarbonisation progressive de la production et dans la définition d'un grand plan de lutte contre les risques climatiques,
- La protection des immigrés légaux devenus sans-papiers en raison de la lenteur et de l'inégalité des procédures du marché du travail qui créent des discriminations inacceptables,
- La protection des défenseurs des droits fondamentaux et des organisations représentatives de la société civile, de ceux qui luttent pour une société ouverte et libre pour tous et de ceux qui créent des opportunités de participation populaire,
- la défense des citoyens vivant dans des pays où les principes fondamentaux de l'État de droit sont violés, en affirmant l'intangibilité des principes et des valeurs de la démocratie.

À QUI NOUS NOUS ADRESSONS

Des manifestations pour l'Europe dans tous les Etats membres sont possibles et nécessaires si elles assurent une large mobilisation des citoyens européens qui donne un signal fort que la majorité des opinions publiques est prête à des actions structurées et permanentes pour obtenir des institutions européennes et nationales et des partis européens la défense de lu patrimoine des réalisations communautaires, l'élimination des coûts de la non-Europe et un engagement en faveur du progrès social et d'une réforme de l'Union européenne selon un projet, une méthode et un agenda démocratiques constitutionnels. Ce signal doit se traduire par un manifeste européen pour une Europe unie, libre, juste, pacifique et démocratique.

Nous proposons de choisir comme slogan de ces manifestations : **#NousSommesLEurope** décliné dans toutes les langues de l'Union européenne.

Nous serons sur les places d'Italie et nous avons proposé au Mouvement Européen International et à ses membres de se mobiliser pour être activement présents sur les places d'Europe pour une Europe libre, juste, pacifique et démocratique, et nous invitons à y participer activement :

- Les étudiants et les enseignants du programme Erasmus comme symbole de l'identité européenne,
- Les jeunes du Corps européen de solidarité et du Service volontaire européen comme symbole de l'Europe luttant pour la paix,
- Les consommateurs protégés par les règles européennes,
- Les collectivités locales et régionales soutenues par la politique de cohésion économique, sociale et territoriale,
- Les maires des villes européennes de la culture et des villes jumelées,
- Le réseau des Festivals Fringe et les artistes de rue,
- Le monde agricole attentif à la valeur des ressources naturelles et à la qualité des aliments,
- Les chercheurs qui interagissent avec le programme Horizon et la politique de recherche de l'Union européenne,
- Les juges nationaux qui protègent les droits des citoyens en appliquant la Charte européenne des droits fondamentaux tout en respectant la primauté du droit communautaire et les avocats qui l'invoquent devant les tribunaux,
- Les initiateurs d'initiatives citoyennes européennes et des pétitions au Parlement européen qui ont utilisé et ont l'intention d'utiliser ces instruments de démocratie participative,
- Les citoyens qui ont participé à la Conférence sur l'avenir de l'Europe et qui ont été et sont des participants actifs dans les panels transnationaux,
- Les bénéficiaires de l'action du Médiateur européen,
- Les travailleurs des entreprises rendues compétitives par les investissements européens,
- Les travailleurs des entreprises du monde numérique et ceux protégés par les interventions européennes dans la dimension sociale,
- Les entreprises protégées par le label européen,
- Les personnes vivant dans des zones protégées des effets du changement climatique,
- Le monde de la culture qui se reconnaît dans une identité européenne commune,

LES RAISONS DE LA MOBILISATION

Michele Serra, d'abord dans son « Amaca » intitulé « Dis quelque chose d'européen », puis dans sa lettre d'information de Il Post et enfin le 28 février dans un éditorial de La Repubblica intitulé « Una piazza per l'Europa », a lancé l'idée d'une manifestation pour l'Europe sur toutes les grandes places européennes.

Ce n'est pas la première fois que les Européens se mobilisent pour l'Europe car

- Six cent mille citoyens ont participé, au tournant des années 1950 et 1960, au Congrès du Peuple Européen promu par Altiero Spinelli après la chute de la Communauté européenne de défense et la « farce de marché commun », comme Altiero Spinelli appelait les Traités de Rome,
- Cent mille personnes sont descendues dans les rues de Milan en juin 1985, mobilisées par la force fédéraliste et les organisations syndicales, pour manifester leur soutien au projet de Traité sur l'Union européenne approuvé par le Parlement européen le 14 février 1984, avec une participation populaire dont l'objectif a ensuite été trahi par les gouvernements qui ont préféré l'Acte unique, plus modeste, à ce projet clairvoyant, un acte défini par Altiero Spinelli comme « une souris accouché d'une montagne ».

De nombreux Européens sont ensuite descendus dans la rue à Nice en décembre 2000 pour exprimer leur soutien à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui représente la plus haute expression des valeurs de l'État de droit adoptées par les institutions européennes grâce à la détermination des organisations représentatives de la société civile et des travailleurs.

Les manifestations européennes pour la paix et contre une guerre absurde ont été déclenchées au moment du conflit des Etats-Unis contre l'Irak avec la « vieille Europe » de la France, de l'Allemagne et du Benelux opposée à cette guerre et la coalition anglo-italo-espagnole suivant George Bush, mais cela n'a pas créé un mouvement européen pour la paix solide et structuré dans le temps.

Les nombreuses initiatives des organisations syndicales peuvent désormais converger vers les questions du welfare européen, de la démocratie économique, de la solidarité intergénérationnelle et de genre, mais aussi de l'inclusion des travailleurs des pays tiers (migrants économiques et demandeurs d'asile) dans le monde du travail.

A l'appel de Greta Thunberg, nous avons assisté depuis des mois sur de nombreuses places européennes à la mobilisation de jeunes pour l'avenir de la planète (Fridays for future). Ils doivent unir la défense de l'environnement à un message commun pour une Europe démocratique qui décide, et ces manifestations seraient aujourd'hui encore plus nécessaires pour organiser une insurrection contre les tentatives de démolition du Pacte Vert Européen.

Rome, 4 mars 2025 - Approuvé par le Conseil de Présidence du Mouvement Européen Italie